

Chères camarades, Mesdames et Messieurs,

Les 26 et 27 juin l'ISF a tenu les réunions de son Exécutif et de son conseil. Et je tiens à dire Merci à nos amies mexicaines de l'organisation des femmes du PRI, et particulièrement à la Vice Présidente de l'ISF Diva Gastelum qui n'a épargné aucun effort pour la réussite de la réunion du Conseil de l'ISF et également aux camarades de l'organisation des femmes du PRD pour leur grande contribution. Merci aux leaders de nos deux partis membres qui nous ont fait l'honneur d'être présents à l'ouverture de nos travaux et ont enrichi nos débats.

Chères camarades

Au cours de nos travaux, nous avons débattu de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme de la Plateforme d'Action de Beijing, qui ont été adoptées à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), ainsi que des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée Générale en 2000. La communauté internationale évaluera en effet au cours des prochains mois et de l'année 2015 les résultats obtenus 20 ans après la déclaration de Beijing et l'adoption de la plateforme d'action.

Nous demandons à cet égard que nos partis membres œuvrent pour la mise en place d'examen nationaux complets pour répertorier les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action. Ceci est un enjeu, car c'est ainsi que nous aurons une meilleure idée de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à faire 20 ans après les engagements internationaux pris par les États.

Mais d'ores et déjà nous lançons un cri d'alarme. Si les progrès enregistrés par l'humanité quant aux droits des femmes sont certes encourageants et que de plus

en plus de femmes ont réussi à acquérir un meilleur statut économique, social et politique, des défis restent néanmoins à relever car les inégalités entre les hommes et les femmes persistent et d'importants obstacles subsistent. Nous constatons même une régression qui nous inquiète et nous préoccupe.

L'application d'instruments importants relatifs aux droits, en particulier la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW), n'est pas encore généralisée, et nous sommes toujours face à des problématiques de base telles que le partage inégal des responsabilités familiales et des positions socio-économiques, la pauvreté qui se féminise de plus en plus, l'inégalité des salaires pour un travail de même valeur, l'éducation et la formation de la femme et la fille qui n'est toujours pas assurée et l'élargissement de l'accès des femmes aux soins de santé qui reste préoccupant.

Par ailleurs, la violence à l'égard des femmes est devenue un fléau mondial et c'est pourquoi nous avons lancé cette année la campagne internationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes conjointement avec l'Internationale socialiste. Notre souhait est que tous les partis membres de l'IS y participent.

Cette violence s'est accentuée avec la prolifération des conflits et la protection des femmes dans les situations de conflits armés est insuffisante et préoccupante. Elle nécessite que l'on interpelle le Conseil de sécurité sur la protection des femmes dans de telles conditions. Nous ne pouvons rester les bras croisés devant les images choquantes de femmes et d'enfants fuyant les lieux de combat, subissant les abus sexuels et devenant des cibles et des armes de guerre. Nous interpellons en ce sens l'Internationale socialiste et ses comités régionaux sur les moyens de stopper ces massacres et de nous impliquer dans

ces comités et dans les missions qu'ils organisent pour poser les problèmes de notre point de vue, du point de vue des femmes.

Nous constatons également que cette violence s'étend au champs politique et que les processus de prise de décision continuent d'être principalement entre les mains des hommes dans plusieurs domaines, notamment celui de la politique et des medias. Les femmes sont en effet encore loin des centres réels de pouvoir, dans les institutions et dans nos propres partis. Ceci commence par l'Internationale socialiste, chers camarades car nous constatons a l'ISF une régression dans l'application du quota de 30% de femmes dans les instances de l'IS tel que défini par nos statuts et dans la presence des femmes au sein des délégations de nos partis membres aux réunions de l'IS alors que nous devrions nous orienter vers la parité.

Chers camarades,

Voici donc le bilan que nous avons voulu partagé avec vous. Un bilan très mitigé, car nous sommes à une période charnière difficile avec la crise financière, la prolifération des conflits dans plusieurs régions , et la montée des intégrismes de tout bord qui remettent en cause la paix et la sécurité et tentent de limiter nos droits acquis provoquant une régression que nous ne pouvons tolérer. Il faut que ce début du nouveau Millénaire soit celui de l'action pour arrêter cette tendance et l'inverser dans un sens qui redonne espoir a l'humanité.

Cette action ne peut etre que solidaire entre nous, femmes et hommes démocrates et de progres, car la régression des droits des femmes est le signal de la régression du modèle de societe que nous défendons.

Notre monde a besoin de nouvelles frontières, osons les tracer en consolidant nos fondamentaux dans le cadre d'un modèle économique et social plus juste et plus égalitaire.